

Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste

Thierry Amougou¹

Quel arbitrage optimal entre prospérité des sociétés et répartition des richesses au 21^e siècle ? Les réponses actuelles – néolibérales – ont entraîné une explosion des inégalités. L'histoire de la pensée économique, classique et moderne, sur la pauvreté, évaluée à l'aune de la distinction rousseauiste entre inégalités naturelles et inégalités socialement construites, éclaire les fondements théorico-idéologiques du capitalisme et de sa critique.

Mots clés : développement, inégalités, capitalisme, transition, libéralisme

Jean-Jacques Rousseau figure certainement parmi les derniers auteurs qui, avant l'avènement de l'économie politique au 18^e siècle, posèrent le problème des inégalités en questionnant non leurs conséquences dans le fonctionnement des lois économiques, mais leur origine et leur destin politique. Dans *Le Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755), l'auteur du *Contrat social* distingue deux types d'inégalités : les inégalités naturelles ou physiques parce qu'établies par la nature et se manifestant par des différences de morphologie, de taille, de force, de santé et de qualité de l'esprit entre les hommes, et les inégalités non naturelles, qu'il qualifie de politiques et morales parce qu'autorisées et rendues possibles par le consentement des hommes : puissance, privilèges, honneur, richesse, pouvoir.

Pour Rousseau, c'est la société qui est à l'origine des inégalités non naturelles, formes de maux sociaux dont on peut sortir via le contrat social, dans la mesure où résoudre le problème de la théodicée – coexistence illogique du mal et du bien dans la société alors que Dieu et l'homme naturel sont bons – est consubstantiel à la lutte contractuelle contre les inégalités. D'où le fait qu'il place son curseur critique sur les inégalités non naturelles (construites), par

¹. Economiste du développement, enseignant/chercheur à la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), collaborateur du Centre tricontinental - CETRI.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

rapport auxquelles il ne faut en aucun cas se résigner mais en faire un problème politique. La résignation est pour lui d'autant plus malvenue que l'apparition de la propriété privée, cause première des inégalités construites, est aussi le moment où l'homme bascule dans la vie politique avec la naissance d'une société civile.

Dès le 18^e siècle, l'économie politique va privatiser la question des inégalités au point de devenir la seule discipline ayant le droit et la compétence scientifique d'en parler, par l'entremise du discours des lois économiques. Cela va se faire via l'essor doctrinal de l'économie politique, le déplacement de la focale analytique des causes sociopolitiques explicatives des inégalités aux causes compatibles au bon fonctionnement des lois économiques, puis par le glissement progressif de la préoccupation des penseurs des inégalités en général, à la pauvreté économique en particulier. La question sociale devient donc non seulement étriquée à sa seule dimension économique, mais aussi confinée au périmètre de sécurité analytique défini par le bon fonctionnement des lois économiques. Celles-ci contraignent ainsi les solutions politiques à apporter au problème des inégalités, au lieu d'être contraintes par les dispositifs de sortie des inégalités.

L'idée d'un marché autorégulateur, c'est-à-dire naturel, s'ajustant de lui-même, et celle de son apurement optimal, si sociopolitiquement désencastré, sont donc déjà en gestation. Raison pour laquelle la typologie rousseauiste entre inégalités naturelles et inégalités non naturelles est intéressante, car c'est à partir d'elle que nous pouvons mettre en évidence, non seulement l'acceptable et l'inacceptable dans la répartition des ressources (et penser les dispositifs redistributifs), mais aussi le fait que les économistes se partagent, *grosso modo*, en quatre écoles de pensée par rapport à la problématique des inégalités. Comment la typologie rousseauiste éclaire-t-elle ces écoles, leur pensée, le statut politique qu'y ont les inégalités et, le cas échéant, les instruments correctifs postulés ? Répondre à cette question se fera à travers les cinq hypothèses suivantes.

Les adeptes de la première école de pensée économique se situent entre moralisme et naturalisme libéral. La première partie s'appesantira sur eux, leurs espoirs et leurs limites. La deuxième école de pensée économique, le libéralisme décomplexé, raisonne en faveur du bon fonctionnement du marché et, ainsi, exclut toute politique volontariste de lutte contre la pauvreté. Notre deuxième partie consistera à analyser de façon critique sa pensée. La troisième école de pensée économique est tantôt révolutionnaire,

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

tantôt réformiste et tantôt interventionniste. Elle critique l'économie politique, fait de la société l'origine des inégalités et propose des instruments correctifs. Notre troisième partie va s'y pencher.

La quatrième école de pensée économique est l'école développementaliste. Elle fait de la reproduction inégalitaire le moteur de la transition dès la naissance, dans les années 1950, de la problématique du sous-développement. C'est l'objet de notre quatrième partie à travers laquelle nous analyserons la dynamique inégalitaire des modèles de transition. Depuis les années 1990, des filiations et des oppositions sur l'analyse des inégalités dans la pensée économique du développement resurgissent à travers une économie politique internationale des inégalités. Ce sera le point focal de notre cinquième et dernière partie.

Inégalités entre moralisme et naturalisme libéral: Smith et Malthus

Adam Smith est une figure typique de l'ambivalence de cette école. Son positionnement analytique par rapport aux inégalités, plus moral au sein de *La théorie des sentiments moraux* (1759), devient naturaliste et libéral dans *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)². Dans *Les sentiments moraux*, Smith pose les bases de ce qui deviendra plus tard la célèbre main invisible. Il le fait en montrant que sous certaines conditions les comportements individuels (le goût du luxe, le vice, les dépenses somptuaires...) et égoïstes peuvent être positifs pour la collectivité, notamment pour ses pauvres qui en profitent en étant mis au travail par les dépenses des riches. Les conditions de possibilité d'une telle occurrence sont au nombre de deux: que l'évaluation des actions individuelles et égoïstes vienne de la société et non d'un individu qui, de façon délibérée, se serait décidé à agir moralement pour une telle occurrence; que le bien-être sociétal soit synonyme de la prospérité globale de toute la société et que celui-ci soit évalué suivant des paramètres économiques.

Sous ces deux conditions, certains comportements égoïstes, certains actes individualistes et certains vices sont les bienvenus s'ils ont des conséquences positives sur le taux d'accumulation collectif de la société. Suivant un tel raisonnement, le fait que la majeure partie des richesses mondiales soit

². Dans la suite de cet article, nous allons désigner ces deux ouvrages respectivement par *Les sentiments moraux* et *La richesse des nations*.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

aujourd'hui concentrée entre les mains d'une infime minorité n'est pas un problème, car cette richesse sert aux pauvres, ce qui ne serait pas le cas dans une situation où tout le monde serait pauvre. Ces idées smithiennes sont encore extrêmement vivaces de nos jours. Deng Xiaoping, successeur de Mao à la tête du parti communiste et père du capitalisme chinois, pensait ainsi que mieux valait une Chine avec des riches et des pauvres qu'une Chine où tout le monde était pauvre, car la frugalité ne crée pas d'emplois, alors que les dépenses des riches le font pour les pauvres: *«La richesse consiste dans une multitude de pauvres au travail»* (Mandeville, 1714).

Autre exemple: l'aide financière faite par les États occidentaux aux banquiers aux lendemains de la crise des crédits hypothécaires a été justifiée maintes fois par l'assurance tout risque que le renflouement des banques garantissait à l'épargne populaire: autrement dit, si la richesse bancaire disparaissait, les pauvres y auraient plus à perdre que les riches banquiers. Enfin, le refus de plusieurs gouvernements de légiférer sur les salaires abyssaux des grands patrons est également fondé sur l'idée que ceux-ci iraient faire valoir leur compétence ailleurs et entraîneraient le déclin de la prospérité générale du pays qui baisserait leurs salaires.

Ce type de raisonnement est moralement justifié dans *«Les sentiments moraux»* de Smith: *«La providence, en partageant [...] la terre entre un petit nombre d'homme riches, n'a pas abandonné ceux à qui elle paraît avoir oublié d'assigner un lot, et ils ont leur part de tout ce qu'elle produit. Pour tout ce qui constitue le véritable bonheur, ils ne sont en rien inférieurs à ceux qui paraissent placés au-dessus d'eux. Tous les rangs de la société sont au même niveau, quant au bien-être du corps et à la sérénité de l'âme, et le mendiant qui se chauffe au soleil le long d'une haie, possède ordinairement cette paix et cette tranquillité que les rois poursuivent toujours [...] L'estomac du riche n'est pas en proportion avec ses désirs, et il ne contient pas plus que celui du villageois grossier. Il est forcé de distribuer ce qu'il ne consomme pas; et tous ceux qui satisfont à ses plaisirs et à son luxe, tirent de lui cette portion des choses nécessaires à la vie, qu'ils auraient en vain attendue de son humanité ou de sa justice. Ils ne consomment guère plus que le pauvre; et [...] ils partagent avec le dernier manœuvre le produit des travaux qu'ils font faire [...] Une main invisible semble les forcer à concourir à la même distribution des choses nécessaires à la vie qui aurait eu lieu si la terre eût été donnée en égale portion en chacun de ses habitants; et ainsi, sans en avoir l'intention, sans même le savoir, le riche sert l'intérêt social et la multiplication de l'espèce humaine»* (1759).

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

Il en sort que pour Smith, la distinction rousseauiste entre inégalités naturelles et inégalités construites n'existe pas. Il trouve une cause aux inégalités, mais cette cause est préexistante à la nature et à la société, c'est la providence. Or, que nous prenions la providence au sens de destin ou du sage gouvernement de Dieu, la cause des inégalités pour Smith reste exogène à la société et au monde. Cela fait de ces inégalités des données non obligatoirement négatives pour la société, car la cohérence involontaire des transferts économiques des riches vers les pauvres est, *ex ante*, assurée par la providence.

Par ailleurs, Smith fait des carences multiples des pauvres un argument de la quiétude de leurs âmes et de leur paix spirituelle, contrairement aux tourments perpétuels des riches. Autrement dit, la quiétude de l'esprit du pauvre est la contrepartie positive de son état social, quand son absence chez le riche en est la contrepartie négative. C'est le principe smithien du rééquilibrage providentiel. Le statut politique des inégalités n'existe donc pas pour cet auteur qui, non seulement laisse inexpliqué le problème de la théodicée posé par Jean-Jacques Rousseau, mais ne cherche pas non plus à réduire les inégalités. La pauvreté des uns et la richesse des autres ont une cohérence naturelle adaptée au fonctionnement des lois économiques. Smith soutient que les choses sont justes telles qu'elles se présentent. Sa variable impondérable est donc la prospérité de la société qu'assurent les riches. Le salut du pauvre, c'est son antithèse sociale.

Adam Smith a cependant une autre figure en dehors de ce raisonnement économique enrobé de considérations morales. Cette autre figure de Smith est celle du naturaliste libéral qui ne s'encombre pas de moralisme. Lorsque les économistes approchent la mondialisation comme l'apothéose de la tendance naturelle de l'homme à échanger, c'est Adam Smith la référence analytique. La croissance smithienne, contrairement à sa version schumpetérienne, a en effet pour moteur une plus grande et meilleure division du travail qui, grâce à un marché de plus en plus étendu, induit tant de faibles coûts de production que de meilleurs gains pour la société dans son ensemble. Tout acteur qui poursuit corps et âme la maximisation de son accumulation individuelle se retrouve, malgré lui, en train de défendre le bien-être général, grâce à l'harmonie spontanée des intérêts individuels.

Le Smith adepte d'un naturalisme libéral n'accorde aucune attention, ni à qui fait quoi dans la division internationale du travail, ni aux conditions historiques de cette division internationale du travail, et encore moins aux

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

classifications sociales et statutaires que celle-ci met en place entre acteurs échangistes. Il en est de même des variables pouvoir et puissance, absentes chez Adam Smith, alors que réelles et asymétriques entre acteurs en relation via l'échange national ou international. D'un côté, ce qui compte pour Smith, c'est l'impact positif que la division du travail a sur la productivité. Et, de l'autre, l'effet supposé positif sur tous les acteurs (consommateurs et producteurs) de la concomitance entre la concurrence et les rendements dimensionnels croissants (rendements d'échelles).

Il est pourtant évident que le marché réel n'est pas celui didactique de concurrence pure et parfaite. A titre d'exemple, la réciprocité d'accès aux marchés ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et UE (Union européenne) prévue par les accords de partenariat économique (APE) ne peut qu'être purement théorique. L'entrée du marché réel n'est pas libre pour tous les acteurs, mais dépend d'un pouvoir d'achat réparti de façon inégalitaire dans la société et entre les sociétés. Elle dépend des capacités institutionnelles, normatives et techniques, autant de barrières non tarifaires à l'entrée. De même, la structure centre-périphérie établie par des acteurs dominants dans l'organisation des échanges entre le Nord et le Sud depuis le 15^e siècle (Braudel, 1967) fausse cette réciprocité théorique d'entrée des marchés ACP et UE pour leurs acteurs respectifs.

Cela annule l'hypothèse d'atomicité suivant laquelle aucun acteur ne peut influencer le marché en sa faveur. Le pacte colonial de 1905 entre la puissance française et son empire le démontre. Ses effets contemporains expliquent encore en grande partie la spécialisation primaire et l'orientation extravertie des économies africaines. La sortie du marché réel n'est pas non plus libre une fois les structures de développement mises sur une trajectoire où elles dépendent des exportations et des importations, comme c'est le cas pour de nombreux pays du Sud. L'information supposée libre, parfaite et gratuite entre acteurs ne l'est pas. Elle est plutôt asymétrique, imparfaite et coûteuse sur les marchés réels (Akerlof, 1970; Stiglitz, 2002). La concurrence monopolistique domine et les prix des produits sont différents suivant les pouvoirs d'achat, la qualité des monnaies, les techniques productives et les distances.

Ainsi, quand Jean-Jacques Rousseau part de l'hypothèse de l'état de nature pour trouver la cause des inégalités non naturelles et leur destin politique dans la société, Adam Smith fait le chemin inverse. Il part de la société dans «*Les sentiments moraux*» pour finir dans le naturalisme libéral dans «*La*

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

richesse des nations ». Son œuvre balance donc entre un moralisme atténuateur des inégalités et un naturalisme libéral, juste et fondateur de celles-ci.

Un autre auteur classique dont les analyses des inégalités balancent entre moralisme et naturalisme libéral est Thomas Robert Malthus. La quintessence de sa pensée sur cette problématique est exprimée dans *Essai sur le principe de la population en tant qu'il affecte l'amélioration future de la société* qu'il publie en 1798 et 1803. Suivant une approche formelle de l'économie, qui en fait la science de la gestion des ressources rares (au point de considérer la population comme une charge pour l'économie et non comme une ressource de celle-ci), Malthus cherche le niveau de croissance démographique compatible avec une société économiquement prospère. Il établit ainsi la loi suivant laquelle la population augmente suivant une progression géométrique (1-2-4-8-16-32), quand les ressources augmentent selon une progression arithmétique (1-2-3-4-5-6). Situation qui entraîne qu'à la longue la population exerce une pression de plus en plus forte sur les ressources en conduisant ainsi la société vers la pénurie et la misère.

Malthus ne distingue pas, à l'inverse de Rousseau, inégalités naturelles et inégalités construites. Il ne table pas sur la dimension substantive de l'économie afin d'étudier les flux de richesses, les rapports productifs et la distribution des revenus entre les différentes classes sociales. Il ne regarde que le stock de richesses face à une population gargantuesque qui le ronge plus elle augmente. Malthus ne parle pas d'inégalités, mais d'hommes dont la multiplication effrénée devient croissance appauvrissante pour la société aux ressources rares. Il situe ainsi la cause de l'appauvrissement possible dans deux lois naturelles, l'une démographique, l'autre économique. Cependant, alors qu'au départ, il parle de la population sans distinction patrimoniale et de lois économiques naturelles, à l'arrivée, les solutions de sortie qu'il propose révèlent que la population qui pose problème pour lui est la population pauvre. Les instruments correctifs indiqués - dispositif de maintien de la croissance démographique en deçà de la croissance des ressources rares - sont alors situés entre naturalisme libéral et moralisme, car Malthus est aussi pasteur.

Il préconise la taxation des naissances, le mariage tardif, l'arrêt de l'aumône aux pauvres et l'abstinence avant le mariage. En absence de guerres et/ou d'épidémies capables de mettre un coup d'arrêt à la croissance géométrique de la population, la famine, inévitable au bout de ce processus, surgit et remet le niveau de population à un stade inférieur au stock des ressources

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

économiques. L'inégalité entre la croissance démographique et la croissance économique, la première étant supérieure à la seconde, s'explique finalement par le fait que nourrir les pauvres coûte cher et fait baisser la croissance économique, autant que la hausse du prix des ressources qu'entraîne la pression sur celles-ci: la redistribution en faveur des pauvres accentue donc le problème sans le résoudre car, le lit du pauvre étant fécond, la reproduction biologique exubérante qui en résulte est réactivée et maintenue à flot par les aides sociales.

Les inégalités ont donc un destin politique chez Malthus, mais celui-ci incrimine les pauvres et propose de contraindre leur vie sociale et biologique aux lois économiques. La transition démographique, l'annulation des indemnités de chômage sous prétexte que ces indemnités encouragent la paresse de chercher un emploi tout en obérant les charges publiques sont, autant que certaines recommandations de planning familial – la politique de l'enfant unique en Chine par exemple –, des mesures inspirées du malthusianisme.

Conservatisme et libéralisme décomplexé: Ricardo

S'inspirant de ses devanciers Adam Smith et Thomas Robert Malthus, David Ricardo va consacrer la place royale de l'économie politique classique dans l'étude des inégalités. Il le fait via l'exaltation d'un libéralisme décomplexé, au sens où il ne s'encombre nullement des considérations morales de Smith et de Malthus. Esprit brillant et homme d'affaires plutôt doué, Ricardo est aussi un financier qui ne recule devant aucune opportunité spéculative pour faire fortune. C'est d'ailleurs fortune faite qu'il se lance en économie politique, puis en politique (Wolf, 1976). Il veut faire œuvre de science et envoie aux calendes grecques le questionnement sur le juste et l'injuste de la pauvreté.

Celle-ci, depuis le début du 17^e siècle, est traitée par les paroisses anglaises à travers un ensemble de lois favorables aux pauvres, les *poor laws*. Ces dernières font cependant l'objet d'une remise en cause récurrente, lorsque la société anglaise se pose la question de savoir s'il faut les reconduire, les réformer ou les supprimer. Ricardo va prendre position dans ce débat sociétal en disant que la meilleure réforme à faire est la suppression définitive de ces *poor laws* qui, selon lui, aggravent le problème sans le résoudre: «*Aucun projet d'amendement des lois sur les pauvres ne mérite la moindre attention s'il ne vise, à terme, leur abolition*» (Ricardo, 1817).

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

En s'appuyant sur les travaux de Malthus, Ricardo soutient que les aides aux pauvres augmentent leur taux de fécondité, car ces aides, accordées au *prorata* du nombre d'enfants, incitent à en faire de plus en plus, ce qui appauvrit la société. Il en résulte deux conséquences qui appauvrissent les travailleurs. Premièrement, les aides aux travailleurs entraînent une baisse du salaire en deçà du niveau nécessaire à la subsistance, parce les patrons savent que les pauvres (travailleurs) sont aidés. D'où un salaire qui ne joue plus son rôle régulateur du marché du travail par confrontation d'une offre et d'une demande de travail. Deuxièmement, la hausse du taux de fécondité que les aides induisent chez les pauvres augmente l'offre de travail des ménages, ce qui induit une tendance baissière supplémentaire sur les salaires. Ces deux dynamiques mènent à l'appauvrissement des salariés. Ricardo ne fait donc pas de recommandation morale.

Dans *Principes de l'économie politique et de l'impôt* publié en 1817, Ricardo ne nie pas la réalité de l'inégalité de rémunération entre travailleurs, rentiers et capitalistes, mais reconnaît sa nécessité au bon fonctionnement du marché : cette inégalité profite finalement à tous. Il définit ce qu'il faut faire, mieux, ce qu'il ne faut pas faire, pour ne pas contrarier les lois économiques naturelles. Si nous confrontons cette analyse ricardienne au point de vue de Rousseau sur les inégalités, il apparaît que Ricardo ne distingue pas inégalités naturelles et inégalités construites, alors que les salariés, capitalistes, et rentiers dont il parle (et reconnaît l'inégalité de rémunération) sont des constructions sociales.

Dans le cadre de sa réflexion, il distingue deux types de pauvres : les salariés et les indigents. Les salariés sont les premières victimes des *poor laws* et deviennent, si ces lois ne sont pas abolies, des indigents potentiels. Il faut donc abolir les lois d'aides aux pauvres, afin que les capitalistes augmentent les salaires et améliorent la vie des salariés. Parlant de l'État de nature, celui de Ricardo, compte tenu du respect indéfectible qu'il voue aux «lois économiques naturelles», serait plutôt de type hobbesien où l'homme est un loup pour l'homme et non de type rousseauiste.

In fine, Ricardo ne voit aucune solution pour les indigents. Un niveau de pauvreté incompressible prévaut dans toute société et aucune politique économique ne peut en venir à bout sans faillir au principe de non-contradiction des lois économiques naturelles. Le destin économique des pauvres remplace donc leur destin politique. Il se joue, chez Ricardo, dans un marché du travail qui, parce que non contrarié par des aides aux pauvres et

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

aux indigents, permet aux travailleurs de percevoir des salaires naturels plus élevés. D'où sa fidélité à une économie politique qui non seulement réduit le problème des inégalités à celui de la pauvreté matérielle, mais aussi fait de l'économie formelle la valeur suprême à laquelle la société doit se soumettre, même s'il faut pour cela sacrifier les indigents.

Hétérodoxie, révolution, réforme et interventionnisme: Marx, Walras et Keynes

Alors que Smith, Malthus et Ricardo sont dans une filiation doctrinale par rapport à l'économie politique classique, Karl Marx va, dans une posture critique radicale, perpétuer l'hégémonie de celle-ci dans l'analyse des inégalités, montrant ainsi que les disciplines évoluent par filiation et opposition entre auteurs. Marx, quoique hétérodoxe dans sa démarche analytique, décide de prendre Ricardo à son propre jeu, en faisant œuvre de science, afin de fonder une nouvelle économie politique. Les recommandations de Ricardo résultant d'un ensemble de lois économiques dites naturelles qui s'imposent à la société, désamorcer les fondements scientifiques des politiques ultralibérales qui en résultent exige de se situer sur le même terrain, en critiquant une science bourgeoise, mystificatrice et inadaptée (Wolf, 1976).

La critique marxiste est radicale, non seulement parce qu'elle prend le problème des inégalités à sa racine - le mode de production capitaliste -, mais aussi parce qu'elle est orientée vers l'action. Pour Marx, la critique seule ne peut venir à bout du capitalisme, système que Ricardo lui-même reconnaît tendre vers un état stationnaire, sans annulation des inégalités entre rentiers, salariés et capitalistes. «*Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer*», écrit Karl Marx dans *L'idéologie allemande*.

A travers *Introduction à la critique de l'économie politique* (1857-1903), *Fondements de la critique de l'économie politique* (1857-1858, 1939-1941), *Critique de l'économie politique* (1859) et *Le Capital* (1867, 1885, 1894), Marx va poursuivre pendant toute sa vie un programme de recherche scientifique et de combat politique qu'il présente dans la préface de la première édition allemande du *Capital* : «*J'étudie dans cet ouvrage le mode de production capitaliste et les rapports de production et d'échange qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples*

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories... il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir ».

Dans une Angleterre laboratoire grandeur nature des désastres humains et sociaux du capitalisme exacerbé de la deuxième révolution industrielle, Marx montre que l'exploitation continue des travailleurs par des capitalistes motivés par l'augmentation de la plus-value, est consubstantielle au mode de production capitaliste dont la principale caractéristique est « la production de plus-value (qui implique la conservation de la valeur avancée au début) ». Il en résulte non seulement une exploitation du prolétariat (la puissance de travail) par le capital, mais aussi une exploitation de la société toute entière par les capitalistes qui rémunèrent le travail social³ en dessous de sa valeur objectivée.

Même si certains résultats de Marx sont très proches de ceux de Ricardo (le travail comme fondement de la valeur) et de Smith (la recomposition du mode de production capitaliste par extension permanente des marchés), il semble plus proche de l'analyse de Jean-Jacques Rousseau en ce sens que c'est la société, responsable des inégalités entre capital et prolétariat, qui doit aussi trouver les voies et moyens de les combattre. En outre, le deuxième concept majeur qu'avance Marx pour caractériser le mode de production capitaliste est « la propriété privée », réalité que Jean-Jacques Rousseau place à l'origine des inégalités non naturelles.

Dès lors, le destin politique des exploités n'est pas dans la résignation aux « lois économiques naturelles », mais dans le combat révolutionnaire, sous au moins trois formes : faire du capitalisme un moment transitoire et une forme illégitime de l'organisation sociale ; fonder scientifiquement le socialisme en se mettant du côté des prolétaires, comme les économistes classiques se sont mis du côté des bourgeois ; travailler au parachèvement de la dialectique marxiste, en exploitant tant les conflits internes au mode de production capitaliste qu'entre capital et prolétariat. L'analyse marxiste aboutit en effet à un modèle historique de développement où la société passe par des étapes

³. Pour Marx, la valeur de la marchandise est une réalité purement sociale et le travail qui en constitue le fondement, « un feu vivant qui transforme la matière ».

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

successives que sont le communisme primitif, le féodalisme, la société bourgeoise (le capitalisme) et le communisme réel.

Plus connu comme celui qui posa les bases de l'économie mathématique et de l'école néoclassique dominante, Léon Walras est pourtant un hétérodoxe qui apporta une contribution majeure à la problématique des inégalités. Il développe un réformisme entre deux solutions extrêmes, l'ultralibéralisme de Ricardo et la révolution de Marx. L'originalité de son regard tient au fait que quoique faisant œuvre de science comme Ricardo et Marx, il conçoit l'économie politique comme une discipline dont l'objet est la richesse sociale. Il la conçoit aussi de façon composite : l'échange qui est une affaire de science pure basée sur les mathématiques, la production régulée par le principe d'efficacité et la répartition qui dépend de la justice.

Ces trois dimensions sont respectivement étayées dans *Les éléments d'économie politique pure* (1874), *Etudes d'économie politique appliquée* (1898) et *Etudes d'économie sociale* (1896). Cette décomposition permet à Walras de laisser la place à l'intervention sociétale dans la vie économique, afin de corriger les inégalités via la justice, ce que ne pouvaient faire ni Marx trop ambitieux, ni Ricardo impuissant devant la préséance des lois économiques naturelles sur les *poor laws*. Walras soutient que si les lois économiques s'imposent à la société dans la sphère de l'échange et de la production, il incombe totalement à la société d'assurer la répartition des richesses qui en découlent, suivant des règles de justice définies par un Etat républicain, où la liberté et l'égalité sont des valeurs communes.

Les mêmes conditions d'épanouissement que l'Etat républicain doit offrir à tous n'entraînent cependant pas l'égalitarisme, car Walras reconnaît un ensemble de différences individuelles. Deux principes sont, selon lui, susceptibles d'assurer la justice dans la répartition des ressources dans la société : être maître de soi-même, de son travail et de son prix suivant les lois économiques naturelles, et le caractère inaliénable de la terre qui doit être gérée par l'Etat et ne pas devenir propriété privée. En plaçant le destin politique des inégalités entre les mains de la justice, Walras se positionne dans la même veine que Rousseau et Marx.

En effet, pour lui, la problématique de la pauvreté ne se situe pas dans l'échange, la dimension mathématique de l'économie politique, mais bien dans la sphère de la justice, censée résoudre les décalages issus de la répartition des ressources initiée par la propriété des richesses sociétales. Autrement dit, les pauvres sont là parce que la répartition initiale des

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

ressources est injuste. Il suffit d'appliquer les principes de justice pour atténuer drastiquement les inégalités. Walras propose même de recourir à la charité et à l'assurance associative pour résoudre les cas extrêmes de pauvreté. Cela montre qu'il ne démissionne ni devant les inégalités naturelles, ni sur les inégalités construites.

Le libéralisme économique modéré de John Maynard Keynes va, quant à lui, se préoccuper beaucoup plus du chômage, dont les statistiques dépassent les 20% au lendemain de la crise de 1929 : les pauvres ne sont plus les travailleurs par rapport aux rentiers et aux capitalistes, mais désormais les chômeurs. Le chômage de masse induisant une pauvreté de masse, et le rapport salarial étant le principal facteur de sécurisation dans les sociétés modernes, Keynes va essayer de proposer un paradigme de sortie des désarrois inhérents à la grande dépression : désarroi social (délabrement patrimonial), désarroi disciplinaire (on ne croit plus en la science économique), désarroi politique (les hommes politiques sont traités d'incapables) et désarroi sociétal (le capitalisme est mis en doute par une crise qui semble annoncer la pertinence du raisonnement marxiste). *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*⁴ qu'il publie en 1936 est à la fois une critique des lois économiques naturelles, une méthode d'analyse et une prise de position politique.

Concernant les lois économiques naturelles, l'orthodoxie analytique dominante de l'époque tend à considérer le chômage comme volontaire, étant donné qu'il suffit que les travailleurs acceptent des salaires moins élevés pour que les investisseurs anticipent un rendement plus élevé du capital et augmentent leurs embauches en conséquence. Keynes prend le contrepied de cette lecture en mettant en évidence l'existence d'un chômage involontaire, qui provient du fait que l'équilibre sur le marché des biens et des services est très souvent un équilibre de sous-emploi, parce que la demande effective qui s'y développe est inférieure à l'offre de travail des ménages. Les lois économiques naturelles ne sont donc pas parfaites comme le pensait Ricardo, au point de se soumettre à elles. Elles sont imparfaites car elles peuvent, dans le cas d'espèce, créer du chômage et donc de la misère au sein de la société.

La proposition que fait Keynes pour relancer l'emploi n'est par conséquent pas la déflation des salaires, mais une relance par la demande, via des politiques monétaires et budgétaires actives : lutter contre le chômage non par la baisse des salaires, mais par la hausse des dépenses publiques ; pratiquer le déficit budgétaire pour compenser la faiblesse des dépenses privées par des

⁴. Dans la suite de cet article, ce titre sera abrégé en « La théorie générale ».

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

dépenses publiques; pratiquer une politique modérée de taux d'intérêt pour éviter l'excès d'épargne et doper l'efficacité marginale du capital (Nême, 2001). En conséquence, la méthode d'analyse qu'adopte Keynes est macroéconomique et de court terme.

Macroéconomique pour tenir compte des interactions entre toutes les sphères de l'activité économique dans son ensemble, et de court terme pour soutenir le pouvoir d'achat immédiat des consommateurs, car à long terme, lance-t-il en guise de boutade à ses détracteurs, nous serons tous morts! La critique de Keynes et sa méthode sont aussi au service d'un positionnement politique: faire de la macroéconomie une discipline de lutte contre le chômage et de régulation des marchés, par la reconnaissance évidente qu'ils sont imparfaits et nécessitent d'être corrigés par l'Etat au bénéfice de la société. Keynes, comme Rousseau, pense donc que certaines inégalités sont non naturelles.

Dans un monde à nouveau frappé par un chômage de masse qui fait poindre la pauvreté de masse en Occident depuis la crise des crédits hypothécaires de l'été 2007, il faut mesurer le gouffre qui sépare la macroéconomie néoclassique de *La théorie générale*. Le but de la macroéconomie, du moins dans sa version dominante, n'est plus la lutte contre le chômage et encore moins l'invention de dispositifs correcteurs des marchés, mais l'étude des cycles et de la croissance (De Vroey, 2009). La théorie économique moderne considère que l'étude des inégalités ne fait pas partie de son champ d'analyse, elle les considère comme une donnée. Par conséquent, l'emploi atypique (*working poors*, enchaînement cyclique ou intermittent de contrats à durée déterminée), les licenciements boursiers, le chômage technique, le chômage structurel, le chômage conjoncturel, le chômage déguisé et frictionnel sont, autant que les précaires qu'ils construisent, des problèmes sociaux auxquels la pensée économique dominante ne réserve aucun destin politique.

La question sociale étant de nouveau déliée de la question économique, ce sont des phénomènes qui ne concernent pas l'économiste néoclassique. Keynes a tenté de rendre la macroéconomie utile aux sociétés, en fixant la lutte contre le chômage et la régulation des marchés comme ses priorités, au point d'inspirer la liaison étroite entre question sociale et question économique pendant les «Trente Glorieuses» (Cohen, 2006). La macroéconomie néoclassique veut à nouveau faire de la science pour la science, oubliant ainsi la mise en garde faite par Jean-Jacques Rousseau: «*La science est sans danger lorsqu'elle ne s'élève pas purement et simplement au-dessus de*

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

la vie et s'en détache, tant qu'elle entend servir l'organisation de la vie elle-même»
(Cassirer, 1987).

Développementalisme : reproduction inégalitaire comme moteur de transition

Le développementalisme est à la fois une idéologie et un instrument qui se caractérise par trois idées (Badie, 1978) : toutes les sociétés du monde veulent se moderniser, comme la société occidentale qui sert de référence empirique ; il existe « un gène universel » que possèdent toutes les civilisations, c'est ce « gène universel » qu'il faut saisir et activer par des politiques précises, afin que les sociétés traditionnelles évoluent vers la modernité ; il faut passer outre les histoires et trajectoires spécifiques des peuples pour saisir cette envie globale de modernisation enfouie dans toute civilisation.

Ainsi, lorsque, après la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis remplacent l'ordre colonial par l'ordre du développement⁵, la reproduction inégalitaire des classes sociales, des statuts (paysans, capitalistes, rentiers, salariés), des modes de vie, des rémunérations (rentes, profits, salaires) et du système capitaliste lui-même, déjà omniprésente dans les analyses de Smith, de Malthus, de Ricardo, de Marx, de Walras et de Keynes, va devenir le moteur des modèles de transition que construit l'économie du développement. Cette dernière va effectivement surgir comme discipline universitaire à partir de l'argument de l'existence d'une inégalité de fait (faibles institutions, faibles normes, faibles techniques) des nouveaux pays indépendants que cache l'égalité de droit (la souveraineté) entre eux et les anciennes puissances coloniales.

Née dans le champ politique, l'économie du développement va se construire scientifiquement comme une économie des pauvres, des anciennes colonies. Raison pour laquelle ce qu'on appelle aujourd'hui le développement est à sa base foncièrement pollué par une idéologie condescendante, productrice d'inégalités et de domination. En fait, l'Etat colonial, sa strate institutionnelle initiale, fut non seulement fondamentalement raciste, violent, ségrégationniste et répressif, mais aussi une machinerie qui installa un capitalisme bâtard dans les sociétés traditionnelles africaines et latino-

⁵. Lire le discours du 20 janvier 1949 du président Truman.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

américaines: un capitalisme sans capitalistes autochtones mais importés des métropoles.

Dans sa dynamique, les pratiques solidaires, leur mode de régulation (réciprocité, redistribution, centralisation), la préférence d'une économie socialement encadrée, la préservation d'un pouvoir politique de prestige, l'attitude productive anti-surplus et le refus de pratiquer l'échange en gagnant sur autrui (Polanyi, 1944; Sahlins, 1976; Coquery-Vidrovitch, 2007), autant de caractéristiques des sociétés traditionnelles extra-occidentales, seront assimilés au «sous-développement» et voués à être supprimés par la modernisation. En conséquence, les modèles développementalistes vont faire de la reproduction inégalitaire la force de transformation des sociétés traditionnelles en sociétés modernes.

La problématique centrale à tous les modèles développementalistes (Lewis, 1954; Baran, 1957; Chenery, 1974; Fei et Ranis, 1964; Rostow, 1960; de Kuznets, 1950; Mc Kinnon, 1973), si nous mettons de côté quelques différences paramétriques à la marge, est celle du financement de la transition d'une société agricole vers une société industrielle, en transformant la société agricole, ses savoirs, ses acteurs et ses pratiques en facteurs de production au service de l'avènement de la société industrielle, synonyme d'abondance, de développement et de «vie bonne». La reproduction de la société traditionnelle, de ses avoirs, de ses acteurs et de ses pratiques est donc obligatoirement inégalitaire dans le processus de développement, lorsqu'on la compare à celle de la société moderne (industrielle).

Cette reproduction inégalitaire n'est pas seulement intersystémique (industrie - agriculture), mais aussi intrasystémique (à l'intérieur du système agricole et du système industriel). A titre d'exemple, le modèle de Kuznets (1950) propose une transition basée sur des inégalités sociales qui évoluent suivant une courbe en U renversé. Autrement dit, les inégalités sont très fortes au début de l'industrialisation des pays en voie de développement, parce que l'offre de travail excédentaire du secteur agricole y maintient les salaires à un niveau très faible par rapport à ceux du capitalisme industriel. Cette faiblesse des salaires augmente le surplus du secteur industriel pendant cette première phase d'industrialisation. Ce surplus s'atténue au fur et à mesure que l'excédent de main-d'œuvre du secteur traditionnel est épuisé, ce qui stoppe la baisse des salaires, en réduisant ainsi les inégalités.

De même, le modèle de Lewis (1954) puis celui de Fei et Ranis (1964) reprennent les idées de Ricardo selon lesquelles l'accumulation capitaliste se

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

fait via un transfert non compensé de ressources des agriculteurs vers les non-agriculteurs. « La règle d'or » ici est de réduire le salaire de subsistance, la rente foncière et d'abolir la protection agricole, afin de toujours avoir la somme de la rente et des salaires du secteur agricole inférieure aux profits du secteur capitaliste moderne : la part des profits capitalistes dans le PIB doit augmenter plus que celle de l'agriculture.

Un autre exemple de transition est celui du système financier régulé par l'Etat en un système financier approfondi dans le modèle de Mc Kinnon (1973). Encore une fois, le petit paysan pauvre, à la fois épargnant et investisseur, doit disparaître pour laisser la place à l'entrepreneur capitaliste qui distingue bien fonction d'épargne et fonction d'investissement. Ceci doit par exemple se faire en Afrique subsaharienne par la vente des terres et surtout par la libéralisation financière dont un des objectifs est l'éradication de toutes les institutions financières traditionnelles (les tontines), qui limitent pourtant le rationnement du crédit que subit la majeure partie de la population subsaharienne. Ce sont les marchés financiers qui doivent prendre leur place aux côtés des banques secondaires, où pourtant seuls les acteurs modernes et capitalistes ont accès aux services financiers de base. C'est un cas typique d'une politique de développement qui non seulement est à l'origine des crises financières récurrentes à travers le monde depuis les années 1980, mais aussi construit l'inégalité d'accès aux services financiers par la promotion d'un système destiné aux seuls acteurs capitalistes (Amougou, 2010).

L'école développementaliste va miser sur le paradigme du « tout État » de 1960 à 1980 (Amougou, 2010). C'est l'Etat qui doit tenir les manettes du processus de développement des pays du Sud, afin de réaliser le rattrapage économique des anciennes puissances coloniales par les anciennes colonies. Cette dynamique de rattrapage a aussi pour moteur un mécanisme inégalitaire basé sur une corrélation négative entre le niveau initial du capital et la croissance du revenu par tête. Autrement dit, étant donné que la productivité marginale du capital est plus faible au Nord où son stock est plus abondant qu'au Sud où son stock est plus faible, le capital doit aller du Nord vers le Sud, où il est plus rentable. Ainsi, le Sud peut accumuler à son tour via des taux de croissance élevés, tout en permettant au Nord de continuer à accumuler à un niveau moindre, en investissant au Sud où le capital est davantage porteur. Cette inégalité dans l'accumulation est la clé du rattrapage du Nord par le Sud.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

Cependant, étant donné que les pays du Sud sont en phase de « démarrage » de leur développement, leurs plans d'investissements domestiques sont automatiquement supérieurs à leur niveau d'épargne domestique. La suite logique est que l'endettement international devient l'instrument de compensation de cette inégalité macroéconomique entre le taux d'épargne et le taux d'investissement national, car en face des pays du Sud déficitaires en épargne, se trouvent d'autres pays excédentaires en épargne. Cette inégalité est salubre pour tous : les pays excédentaires placent leur épargne de façon profitable dans les pays déficitaires qui compensent ainsi leur déficit d'épargne.

En conséquence, deux formes d'endettement international, à savoir l'endettement financier (dette) et l'endettement politique (aide au développement), sont les deux instruments préconisés pour la compensation des inégalités entre Etats du Nord et Etats du Sud. Deux instruments qui s'opérationnalisent cependant par des contrats financiers et politiques intrinsèquement inégalitaires : créanciers/débiteurs d'un côté, puis donateurs/donataires de l'autre.

Dans les années 1980, ce système tombe en faillite, en Afrique subsaharienne notamment. La ponction des paysanneries pour moderniser les sociétés a précarisé le monde paysan et donné lieu à des « éléphants blancs », l'aide au développement et l'endettement ont encore renforcé les inégalités avec les anciennes métropoles, les avantages comparatifs pris au piège de « l'échange inégal » (Arghiri, 1969) n'ont guère fait mieux sur le plan commercial, et les systèmes financiers domestiques ont été siphonnés par les élites locales via des crédits politiques.

Pour se reconstruire, l'école développementaliste a été obligée de décréter la mort de l'économie du développement. Les économistes néoclassiques pensent désormais qu'il est bon pour les pays pauvres (et leurs pauvres) d'avoir les mêmes règles économiques que les pays riches (et leurs riches) : les traitements préférentiels empêchent les pays pauvres et les pauvres de s'aguerrir via la concurrence et la discipline des marchés. Les APE, en remplacement des accords de Cotonou, sont inspirés de cette idéologie du marché éducateur des pauvres à la discipline.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

«Dynamique de l'ajustement structurel» et résurgence du débat sur les inégalités

Les «Trente Glorieuses» avait fait illusion un moment, en réduisant la pauvreté au Nord à sa dimension marginale au sein de la société (Paugam, 2005). Le plein-emploi aidant, le bon niveau des salaires avait réduit le nombre de pauvres, via le soutien à une consommation de masse des ménages. Au Sud, principalement en Afrique subsaharienne, la prospérité de l'Etat-développeur, grâce à des termes de l'échange favorables de 1960 à 1980, permit une redistribution communautaire de la rente économique par les clubs élitaires au pouvoir (Amougou, 2013). Cette redistribution communautaire cacha pendant quelques années l'énorme disparité de revenus entre l'élite et les masses populaires. Les années 1970 ne sont donc pas seulement un tournant parce que le modèle keynéso-fordiste entre en crise au Nord, mais aussi parce que l'optimisme sur l'avenir «des» Sud grâce à la croissance s'effrite.

La problématique qui se pose dès les années 1970 est donc exactement la même que celle sur laquelle tablèrent déjà Smith, Malthus, Ricardo, Marx et Walras en leur temps : quel arbitrage mettre en place entre la prospérité de la société via l'accumulation capitaliste et la répartition des richesses ? Autant la réponse dominante du temps de Smith fut de sacrifier la société au dogme de non-contradiction des «lois économiques naturelles», autant la «dynamique de l'ajustement structurel» (DAS) va considérer le marché comme un estimateur sans biais des sociétés du Sud, et aujourd'hui du Nord suite à la crise de la dette souveraine.

Les lois économiques et la distribution pure qu'elles promeuvent (jeu de l'offre et de la demande) ont été préférées à la distribution efficace (régulation étatique), à tel point que les désastres sociaux de la DAS sont de nos jours à l'origine d'une innovation conceptuelle et programmatique destinée à enrober socialement un noyau dur de politiques de développement ultralibérales. *Making adjustment work for the Poor*, la dimension sociale de l'ajustement structurel, le *pro poor growth*, la microfinance (*poverty lending approach*), l'*empowerment*, les objectifs de développement du millénaire, la formalisation de l'économie informelle en Afrique subsaharienne, pour ne citer que ces quelques concepts et programmes, sont des lubrifiants au fonctionnement d'un marché global que le modèle néolibéral dit bon pour les pauvres : *pro poor market*.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

En conséquence, la pensée économique sur le développement redécouvre la pauvreté, à travers un nouveau débat contemporain sur les inégalités, tant au Nord qu'au Sud. Une première école contemporaine consiste en une reconstruction de l'économie du développement avec des appareillages conceptuels, épistémologiques et instrumentaux néoclassiques. Des auteurs comme Esther Duflo et Abhijit Banerjee en font partie, à travers l'étude de la pauvreté à partir de l'économie expérimentale. Leur publication en 2012 de *Poor Economics*, traduit en français par *Repenser la pauvreté*, a le mérite de porter le regard sur une réalité ontologiquement objective que le discours développementaliste avait assimilée pendant longtemps au sous-développement.

Cependant, en utilisant l'économie expérimentale dont l'objectif est de tester les théories économiques en laboratoire et de produire des informations supplémentaires pour les confirmer, les infirmer et proposer des mesures aux décideurs, la dimension surplombante du discours microéconomique sur la pauvreté en constitue un réel talon d'Achille. Il est en effet difficile de ne pas considérer ceux qu'ils appellent «les pauvres», soit comme uniques responsables de leur situation, soit comme des gens qui font des choix économiques irrationnels. La conséquence est que si Abhijit et Duflo récusent les politiques globales pour combattre la pauvreté, ils optent pour des politiques microéconomiques mieux ciblées, selon eux.

Cela est peu convaincant, si l'on tient compte du fait que leur méthode de travail, fonctionnaliste, oublie la dimension historique et processuelle de la construction de la pauvreté par le capitalisme. De même, un exemple comme celui de l'Afrique du Sud où c'est une politique nationale (le *Black Economic Empowerment*) mise en place par Nelson Mandela qui permet aux populations historiquement défavorisées par l'apartheid (Noirs, Métis, Indiens) de sortir progressivement de la pauvreté ne renforce pas leur position. Selon ces auteurs, la pauvreté cesse d'être un problème sociétal pour devenir une question de choix économiques rationnels, pire, un phénomène qui sert à tester les théories économiques à partir d'instruments économétriques que l'on sait crédibles uniquement sous contrainte d'une multitude d'hypothèses préalables.

Armatya Sen est un autre auteur fort présent dans ce débat sur la pauvreté, au sein de cette première école. Quoiqu'aussi économiste comme Duflo et Abhijit, son appareillage conceptuel est plus large et plus hétérodoxe (économie, philosophie, développement). Contrairement à Duflo et Abhijit

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

qui insistent particulièrement sur des politiques d'offre, Sen reproche à l'économie du développement de s'être souvent appesantie sur le côté offre des politiques, sans se préoccuper des droits des citoyens : « *a faim celui qui n'a rien ou pas assez à échanger, que ce soit son travail, de l'argent, de la terre ou tout autre droit qu'il peut négocier contre des aliments* » (Assidon, 2000). Sen démontre que les problèmes de famine dans un pays sont dus, très souvent, moins à l'absence d'offre de produits alimentaires qu'à l'absence de dispositifs de recours et/ou de possibilités d'exercer ses droits.

C'est donc à l'Etat démocratique de les mettre en place, car Sen pense que la démocratie réduit ce type de problèmes. Dans *Repenser l'inégalité* (2000), Sen propose le concept de « capabilité » pour sortir d'une analyse des inégalités qui insiste davantage sur l'accès aux biens premiers (suivant la théorie de la justice de Rawls) que sur « les capacités de choix », « la capacité comme potentiel d'épanouissement humain » et « la capacité comme réalisation de ses droits » (De Munck et Zimmerman, 2008). Les inégalités naturelles mises en évidence par Rousseau jouent un rôle important ici, car elles sont à l'origine de la diversité des êtres humains. Ce qui pousse Sen à insister sur la précision des variables focales et les espaces centraux dans l'analyse lorsqu'on traite des inégalités, si l'on veut aboutir à concevoir « *la justice comme une égale capacité des individus à agir, à choisir et à mener leur vie* » (Sen, 2000).

Le développement s'apparente donc selon Sen à la liberté, à la fois comme moyen et fin (Dubois et Mahieu, 2009). Cette contribution remarquable de Sen montre cependant plusieurs trous noirs, une fois confrontée à la spécificité phénoménologique et historique des études du développement au 21^e siècle. Premièrement, la dimension historique et processuelle du processus de développement réel y est absente. Les « capabilités » ne disent rien tant de leur propre processus de construction que du fait que l'histoire réelle du développement ne montre pas toujours la liberté comme moyen et encore moins comme fin de celui-ci. Il en est de même de l'histoire de l'Etat que Sen veut démocratique pour garantir les droits des citoyens, alors que cet Etat s'est construit en Occident sans démocratie et a fait du développement, tout comme au Sud où il est très souvent autoritaire.

Du coup, la démocratie sur laquelle mise Sen ne peut être pensée comme moyen et fin du développement, sans analyser au préalable la façon dont elle se met en place au sein d'Etats, c'est-à-dire des constructions politiques où des acteurs dominants votent régulièrement des lois pour préserver leurs privilèges. En attestent par exemple l'inflation de la révision

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

constitutionnelle en Afrique noire et, plus loin dans l'histoire, le processus de montage du droit foncier anglais du 11^e au 18^e siècle, par le vote censitaire.

Sans un tel recul historique qui montre les contradictions fréquentes entre processus démocratique et liberté, puis entre Etat et liberté, « les capacités » de Sen soutiennent une corrélation positive pas toujours vérifiée entre capitalisme et liberté. La « dynamique de l'ajustement structurel » deviendrait ainsi une politique qui renforce les « capacités » des Etats et des individus au Sud, alors qu'elle y impose la démocratie libérale comme modalité d'organisation d'un champ politique compatible avec des réformes économiques libérales.

Deuxièmement, parlant des famines, l'analyse de Sen insiste beaucoup sur le fait que ce sont les contraintes négatives sur les droits et capacités d'accès des personnes qui empêchent un fonctionnement correct des marchés et excluent ainsi les populations les plus pauvres de l'accès à la nourriture via l'échange. Cette place centrale qui reste dévolue au marché est problématique pour les « capacités », car le développement du marché réduit plus qu'il n'augmente les « capacités » des populations pauvres et des Etats de même nature. A titre d'exemple, les agences de notation sont des acteurs dont le renforcement des capacités d'action via des politiques néolibérales affaiblit les Etats et la démocratie. On peut aussi se demander si les « capacités » ne sont pas juste des outils pour un bon fonctionnement du marché pour les pauvres et si avoir accès à la nourriture n'est pas d'abord un droit de l'homme à la vie, avant d'être une problématique d'échange.

En conséquence, l'individualisme méthodologique et le fonctionnalisme microéconomique sont fort présents dans son analyse des inégalités, phénomène pour lequel les dynamiques macroéconomiques jouent un rôle crucial, comme le démontre le cas chinois où un Etat dictatorial construit autant les « capacités » (baisse historique du nombre de pauvres) qu'il les affaiblit (inégalités plus profondes entre riches et pauvres).

Troisièmement, comme chez Abhijit et Duflo, l'acteur est absent de l'analyse de Sen. Les pauvres ne semblent pas être des acteurs avec des stratégies, des savoirs et des actions de développement valables. Les « capacités », personnages conceptuels, prennent la place des acteurs réels et populaires dont les pratiques de développement construisent pourtant en Afrique et en Amérique latine des autonomies spatiales et temporelles, sans Etats de droit ni démocratie. Cette approche minimale et/ou absente de l'acteur rejoint la pensée développementaliste des années 1950-1960 où, par souci de scientificité

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

et d'universalité, les modèles de transition inégalitaire avaient complètement effacé *l'homme total et entier* des paramètres analytiques du développement.

Une deuxième école contemporaine se dégage de ce renouveau de la pensée sur les inégalités. C'est le «néokeynésianisme» représenté principalement par Joseph Stiglitz. Dans *La grande désillusion* (2002), Stiglitz problématise les questions de développement en opposition à l'école néoclassique dont les présupposés scientifiques dominent les politiques libérales des institutions financières internationales dans les pays du Sud. D'après lui, le prêt-à-porter qu'est la «dynamique de l'ajustement structurel» (DAS) imposée à des sociétés aux problèmes singuliers et guidée exclusivement par le fanatisme du marché, a renforcé la pauvreté et les inégalités. A contrario, de nombreux pays hors de la DAS s'en sortent nettement mieux. *Le prix de l'inégalité* (Stiglitz, 2012) montre en outre que cette problématique ne concerne pas que les pays du Sud.

Aux Etats-Unis, «les 1% les plus riches ont accaparé plus de 65% de l'accroissement du revenu national de 2002 à 2007. En 2005, ils percevaient 17,4% du revenu national. En revanche, pendant les trois décennies qui ont précédé la crise de 2007 et la grande récession, les revenus de la classe moyenne américaine ont à peine bougé: le revenu du salarié ordinaire à temps plein de sexe masculin stagne depuis plus d'un tiers de siècle. La crise des 'subprimes' et la grande récession ont aggravé ces inégalités de multiples façons, en raison du chômage massif, des maisons perdues, des salaires stagnants. Les gains de la faible reprise sont allés massivement aux plus riches: le rapport de la rémunération annuelle des PDG à celle des simples salariés a retrouvé en 2010 son niveau d'avant la crise: 243 contre 1» (Drevon, 2012).

Stiglitz met en évidence une période de rupture avec la tendance baissière constatée dans les inégalités de revenus aux Etats-Unis de 1950 à 1970. Elles sont de nouveau à la hausse et ont presque retrouvé le niveau record des années 1920 (voir graphique 1). Une telle évolution pose, selon Stiglitz, les bases de la mort certaine du rêve états-unien, car ces déséquilibres nationaux entre les revenus et les patrimoines ne tombent pas du ciel... comme la monnaie de Milton Friedman. «Notre système politique fonctionne de plus en plus sur un mode qui accroît l'inégalité des résultats et réduit l'égalité des chances» (Stiglitz, 2012).

Pour Stiglitz, l'Etat américain est en grande partie responsable de cette dérive inégalitaire depuis le tournant néolibéral sous Reagan où, au détriment des Etats-Uniens moyens, il a favorisé la création de monopoles et des situations de rente au bénéfice des grandes entreprises capitalistes. L'auteur de *La grande*

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

désillusion rejette donc l'explication des économistes néoclassiques, selon laquelle les salaires sont justement répartis entre travailleurs en fonction de la productivité marginale : plus un travailleur est performant plus son salaire est élevé. Explication néoclassique des niveaux de salaires qui n'a aucun fondement dans un environnement de marchés imparfaits, en raison tant des coûts de transaction que des asymétries d'informations.

Lors de la crise des crédits hypothécaires par exemple, les grandes banques états-uniennes et leurs dirigeants ont profité des asymétries d'informations et de l'information imparfaite pour s'enrichir sur les dos des populations par la vente de titres pourris. Les multinationales bancaires ont par la suite profité de leur importance (*too big to fail*) pour bénéficier de l'aide publique, en accumulant une deuxième fois sur le dos des Etats. Stiglitz montre que cette rente de monopole profite aussi à l'industrie pharmaceutique, de l'armement et à l'agro-industrie.

Qui plus est, les politiques macroéconomiques de l'offre ont, depuis le virage néolibéral des années 1980, baissé l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, affaibli les syndicats et encouragé de faibles salaires via un chômage élevé. Il en résulte une capture des modes de régulation par des multinationales, des politistes, des *think tanks*, des médias et des économistes défavorables aux politiques redistributives en faveur des classes défavorisées.

Stiglitz a le mérite de dresser une critique solide des politiques économiques ultralibérales et d'affirmer sans ambages que celles-ci sont les causes de la hausse drastique des inégalités aux Etats-Unis et dans le monde. Il marque aussi sa préférence pour les politiques globales et non microéconomiques, pour lutter contre les inégalités dans le monde. Cependant, il apparaît en filigrane de sa démonstration que sa solution aux inégalités, en dehors du nouveau pacte social qu'il propose via des réformes volontaristes, réside aussi dans un marché qui fonctionnerait mieux, dans des conditions de concurrence pure et parfaite, qui seraient défavorables aux détenteurs de capital. Stiglitz reconnaît pourtant que ces conditions n'existent pas dans la réalité à cause des asymétries d'informations. Tout en confirmant donc le caractère construit des inégalités et en leur donnant un destin politique tel que le fit Rousseau, Stiglitz semble néanmoins distinguer capitalisme et marché concurrentiel.

La dernière école contemporaine est celle de « *l'économie politique globale de l'inégalité* » (Peemans, 2010). Elle caractérise les études du développement au 21^e siècle, parce que plus en phase avec l'interdisciplinarité, l'histoire longue,

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

les processus, les temporalités multiples, la phénoménologie, le comparatisme et la critique de la transition développementaliste. Le développement consiste ici à mettre en place des politiques visant à réduire la croissance des inégalités infranationales, nationales et internationales, en insistant sur l'histoire et la dynamique des systèmes et sous-systèmes nationaux et internationaux qui les produisent.

Dans son article « *L'Etat entre économie populaire et reproduction inégalitaire* », Jean-Marie Wautelet (2008) montre par exemple que le passage de « *la territorialité politique à la territorialité concurrentielle dans les politiques et les pratiques de développement* » (Amougou, 2008), est un changement de trajectoire à l'origine tant de l'enclenchement des mécanismes de paupérisation au Sud, que de l'accroissement des disparités sur l'espérance de vie, le taux de mortalité et le développement humain entre pays et au sein des pays du Nord et du Sud.

Concernant la dynamique de développement, son analyse met en évidence une reproduction inégalitaire du processus d'industrialisation : alors que les pays du Sud pensaient être sur une lame d'industrialisation avec le modèle occidental en ligne de mire, il s'est révélé, via la DAS, que cette lame n'avait pas de prolongement et que ces pays devaient se soumettre à l'orthodoxie néolibérale. Le destin politique des inégalités construites au Sud par cette rupture de trajectoire revient donc à relever le défi de la construction d'un Etat intercalé entre la reproduction inégalitaire du système capitaliste et l'économie populaire.

Dans la même veine, mais avec un point focal sur les inégalités de patrimoines, *Le capital au 21^e siècle*, ouvrage majeur que publie Thomas Piketty en 2013, montre, en dehors de certaines spécificités et tendances particulières, que la thèse de la convergence défendue depuis 1950 par la courbe en U renversé de Kuznets ne se vérifie pas dans les pays et globalement. Avec un taux de croissance économique plus faible que le rendement du capital, les inégalités s'acheminent au Nord vers un niveau plus profond qu'au 20^e siècle, car le capitalisme actuel combine les inégalités arbitraires du patrimoine et les inégalités de revenus basées sur une fausse méritocratie. Les pauvres et les précaires deviennent responsables de leur situation, car il dépend d'eux de devenir productifs et de gagner plus.

Cette dynamique inégalitaire est identique, tant entre les pays, au sein des pays, qu'entre les groupes d'âge et au sein de ceux-ci. Piketty montre, ce qui est plus inquiétant, que seules les deux guerres mondiales, soit la violence

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

politique suprême, ont permis une baisse des inégalités, en redistribuant les cartes au Nord et au Sud. D'où le danger que présente un tel niveau d'inégalités - incompatible avec l'idéal démocratique - au Nord.

Cependant, alors que Stiglitz pense qu'un marché concurrentiel peut casser les situations de monopole et réduire les rentes qui en résultent, Piketty semble moins optimiste, car selon lui le marché n'est pas favorable à la démocratie et la concurrence seule ne peut faire baisser un tel niveau d'inégalités. De la sorte, Piketty s'aligne sur Rousseau en pensant que les inégalités sont effectivement construites, et il leur réserve un destin politique en proposant un impôt sur le capital.

Conclusion

Les Etats sont pauvres, les multinationales et certains individus très riches. Les travailleurs sont pauvres, les grands patrons et les capitalistes de plus en plus riches. La prospérité comptable du capitalisme organisationnel ne se traduit pas en prospérité des peuples. Même les pays émergents dont on exalte les bons résultats économiques sont des preuves, une fois prise en compte la crise des économies occidentales, de la reproduction inégalitaire du capitalisme historique à l'échelle globale. Le passage du centre de gravité de l'accumulation mondiale de l'Occident vers l'Asie est l'image cinématique d'un capitalisme excédentaire en Asie, son nouveau point d'ancrage, et déficitaire en Occident, son ancienne zone de prospérité.

Cette dimension géographique de la reproduction inégalitaire du mode de production capitaliste a plusieurs échelles. Une échelle régionale que vit en ce moment l'Union européenne entre sa partie Nord et sa partie Sud, une échelle nationale entre Etats européens (niveau de dette, solde de la balance commerciale, niveau de croissance, niveau de chômage), et une échelle infra-étatique entre régions à l'intérieur d'un même Etat. C'est aussi le cas en Afrique subsaharienne, où la rente des matières premières en hausse suite à la forte demande du pôle asiatique du capitalisme mondial, est répartie de façon inégalitaire entre Etats (selon leurs richesses naturelles) et entre populations au sein de ces Etats (selon leur position au sein des régimes en place).

Il est donc crucial de signaler, au moment où l'on parle d'émergence économique dans des démocraties avec un très haut niveau d'inégalités (Brésil, Inde), dans des dictatures où l'écart entre riches et pauvres s'aggrave (Chine) et dans une Afrique constituée de pays pauvres très endettés, que

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

cette émergence est un puissant vecteur d'inégalités, tant à l'échelle globale que régionale et nationale. Il en est de même des classes moyennes, baromètres de la «mondialisation heureuse», alors qu'elles ne sont rien d'autre qu'une statistique socioéconomique de tendance centrale qui révèle le gouffre des inégalités aberrantes de revenus au-dessus d'elle, en-dessous d'elle, en son sein et entre tous ces niveaux. Ce sont les grands groupes industriels, le capital transnational et les acteurs dominants des Etats concernés qui profitent le plus de l'émergence économique des Sud.

En conséquence, rien de neuf sous le soleil depuis Smith et Ricardo. Les indigents se multiplient comme le témoigne le succès des «restos du cœur» en France ou le nombre de pays sous assistance humanitaire. Les riches restent toujours les rentiers et les capitalistes; les pauvres, les travailleurs. Raison pour laquelle Keynes essaya de s'occuper en 1936 des travailleurs sans emploi, en préconisant l'interventionnisme étatique. La métamorphose keynéso-fordiste du capitalisme qui en résulta fit du salaire l'élément sécuritaire des masses laborieuses pendant trente ans.

Sa reproduction au Sud fut inégalitaire pour trois principales raisons: elle reposait sur un Etat colonial, puis postcolonial inégalitaire par nature; elle était pensée suivant des modèles développementalistes, avec la reproduction inégalitaire comme moteur de la transition; elle fut interrompue dans les années 1980 par la révolution conservatrice actuelle. Cette dernière est la cause de l'explosion des inégalités entre les pays, au sein des pays et entre le Nord et le Sud. D'où la résurgence d'une nouvelle pensée sur les inégalités en plusieurs écoles contemporaines : l'économie néoclassique du développement avec des recommandations microéconomiques; l'économie néokeynésienne du développement, basée sur la critique des marchés parfaits et la proposition de politiques moins favorables aux rentes de monopole; les études du développement axées sur l'économie politique globale de l'inégalité.

En dehors des cas extrêmes comme celui historique de Ricardo rejetant toute politique d'aide aux pauvres, il semble possible de mettre en dialogue ces écoles, afin de lutter contre les inégalités, avec à la fois des regards microéconomiques pour concevoir les instruments d'action et des regards macroéconomiques pour inspirer des politiques globales, les institutions et les structures correctrices. Cela est possible car, sans le signaler explicitement, les nouvelles écoles contemporaines sur l'étude des inégalités reconnaissent toutes, comme Jean-Jacques Rousseau, la place centrale des inégalités non

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

naturelles. Un destin politique positif existe donc pour elles, même si celui-ci diffère selon les regards.

Bibliographie

Abhijit V. B et Duflo E. (2012), *Repenser la pauvreté*, Paris, Seuil.

Akerlof G. (1970), « Le marché des Lemons: incertitudes sur la qualité et mécanisme de marché », *Textes fondateurs en sciences économiques depuis 1970*, Paris, Bréal, pp.9-22.

Amougou T. (2008), « Territorialité politique, territorialité concurrentielle et développement », *Alternatives Sud*, vol.15/2008/I, CETRI/Syllepse, pp.39-68.

Amougou T. (2010), *Dualisme financier et développement au Cameroun: une approche néobraudélienne et systémique*, Presses universitaires de Louvain, LLN/Belgique.

Amougou T. (2013), *La démocratie de combat en Afrique centrale. Mvet, christianisme, démocratie et rente économique font-ils bon ménage?* Les éditions universitaires européennes.

Arghiri E. (1969), *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspero.

Assidon E. (2000), *Les théories économiques du développement*, Paris, La Découverte.

Badie B. (1978), *Le développement politique*, Paris, Économica.

Baran P.A. (1957 trad. française 1970), *Economie politique de la croissance*, Paris, Maspero.

Beja A. et Padis M-O. (2013), « Le retour du capital et la dynamique des inégalités, entretien avec Thomas Piketty », *Esprit*, n° 399.

Braudel F. (1967), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e XVIII^e siècle)*, tome 1, Paris, Armand Colin.

Cassirer E. (1987), *Le problème Jean-Jacques Rousseau*, Hachette Littérature, Paris.

Chenery H. et al. (1974, trad. française 1977), *Redistribution et croissance*, Paris, Puf.

Cohen D. (2006), *Trois leçons sur la société postindustrielle*, Paris, Seuil.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

Coquery-Vidrovitch C. (2007), « Recherche sur un mode de production africain », *Penser l'Afrique*, Paris, Le temps des cerises.

De Munck J. et Zimmermann B. (2008), *La liberté au prisme des capacités*, Paris, EHESS.

De Vroey M. (2009), *Keynes, Lucas, d'une macroéconomie à l'autre*, Paris, Dalloz.

Drevon B. (2012), « A propos de "Le prix de l'inégalité", de Joseph Stiglitz », *Revue du MAUSS permanente*, <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article944>.

Dubois J-L. et Mahieu F. R. (2008), « Sen, liberté et pratiques du développement », *Revue Tiers-Monde*, n° 198.

Fei J.C.H. et Ranis G. (1964), *Development of labor surplus. Economy, Theory and Policy*, R.D. Irwing, Homewood, Illinois.

Keynes J.M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan.

Kuznets S. (1950), *Economic growth and income inequality*, AER, Mars.

Lewis A.W. (1954), « Economic development with unlimited supplies of labor », *The Manchester School of Economics and Social Studies*, in Agarwala et S.P. Singh (éd.) (1958).

Locke (J.), 2013, *Que faire des pauvres?*, Paris, Puf.

Malthus T.R. (1798), *Essai sur le principe de la population en tant qu'il affecte l'amélioration future de la société*, PUF, 1980, édition de 1803, Flammarion, 1992.

Mandeville B. (1714), *La fable des abeilles, ou les vices privés font le bien public*, trad. française, 1990, Paris, Vrin.

Marx K. (1857-1858), *L'idéologie allemande, thèse sur Feuerbach, thèse XI*.

Marx K. (1857-1858, 1939-1941), *Fondements de la critique de l'économie politique*.

Marx K. (1857-1903), *Introduction à la critique de l'économie politique*.

Marx K. (1859), *Critique de l'économie politique*.

Marx K. (1867, 1885, 1894), *Le Capital*.

Mc Kinnon (1972), *The order of economic liberalization- Financial control in the transition to a market economy*, Baltimore, Londres, John Hopkins University Press.

[Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste]

11 septembre 2015

Nême C. (2001), *La pensée économique contemporaine depuis Keynes*, Paris, Économica.

Paugam S. (2005), *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, Puf.

Peemans J. Ph. (2010), « Quels Suds dans quelle crise ? Le contexte d'une économie politique globale de l'inégalité », *Cahiers Marxistes*, n°240.

Piketty T. (2013), *Le Capital au XX^e siècle*, Paris, Seuil.

Polanyi K. (1944), *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Ricardo D. (1752), *The work and correspondence of David Ricardo*, ed. par Sraffa P., Vol. VII: Letters 1816-1818, Cambridge University Press.

Ricardo D. (1817), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, trad. française de la 3^e édition de 1821 (1993), Paris, Flammarion.

Ricardo D. (1952), *Lettre du 27 janvier 1817*.

Rostow W. (1960), trad. française en 1970, *Les étapes de la croissance économique. Un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.

Rousseau J.J. (1755), *Le Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*», Amsterdam, Marc Michel Rey.

Sahlins M. (1976), *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard.

Sen A. K. (2000), *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.

Sen A.K. (2001), « Ingredients of Famines Analysis: Availability and Entitlements », 95.

Smith A. (1759), *La théorie des sentiments moraux*, trad. française par Sophie de Grouchi, marquise de Condorcet, Plan-de-la-Tour, Ed. d'Aujourd'hui 1982.

Smith A. (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », trad. française, 1991, Paris, Flammarion.

Stiglitz J. (2002), *La grande désillusion*, Paris, Fayard.

Stiglitz J. (2012), *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les liens qui libèrent.

Stiglitz J.E. (2002b), « Information and the change in the paradigm in economics », *American Economic Review*, 92.

Walras L. (1874), « Les éléments d'économie politique pure », réed. in Walras A. et L., *Œuvres économiques complètes*, vol. IX, 1990.

[Capitalisme, reproduction
inégalitaire et transition
développementaliste]

11 septembre 2015

Walras L. (1896), *Etudes d'économie sociale*.

Walras L. (1898), *Etudes d'économie politique appliquée (Théorie de la production et de la richesse sociale)*, réed. in Walras A. et L., *Œuvres économiques complètes*, vol. X, 1992.

Wolf J. (1776), *Les grandes œuvres économiques. Malthus, Ricardo, Marx*, éditions Cujas, Paris.

Wautelet J.M. (2008), «L'Etat entre économie populaire et reproduction inégalitaire», *Mondes en Développement*, vol.36, n°143.